
TOUTE L'ÉQUIPE DE LA COALITION EAU VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VŒUX POUR 2023 !

➔ Bienvenue dans le point info de la Coalition Eau

Ce point d'information est destiné aux partenaires externes de la Coalition Eau, afin de les tenir informés des principales activités et publications du collectif, sur une base biannuelle. Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci d'écrire à : contact@coalition-eau.org

POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ET FINANCEMENTS

➔ Campagne « Commençons par la base » sur l'Aide Publique au Développement

A l'approche de la tenue d'un nouveau Comité Interministériel pour la Coopération Internationale et le Développement (CICID) au premier semestre 2023, les associations de la campagne « Commençons par la base », dont la Coalition Eau fait partie, se mobilisent à nouveau pour appeler le gouvernement à mener une politique de coopération qui soit réellement au service de l'accès universel et équitable à des services sociaux de base publics, abordables et de qualité. Elles demandent notamment que 50% de l'APD soit affectée à ces secteurs : eau, assainissement, éducation, protection sociale.

➔ [Plus d'informations sur la campagne et les recommandations portées ici](#)



➔ L'APD dans la Loi de Finances 2023

La loi de Finances 2023 prévoit une augmentation budgétaire de la mission « Aide Publique au Développement » : les crédits de paiement de la mission APD passent de 5,1 milliards d'euros en 2022 à 5,9 milliards d'euros en 2023, en hausse de 16 %. Ces crédits ne représentent qu'une partie de l'APD française, telle que comptabilisée par l'OCDE : au total, le Gouvernement indique que l'APD « devrait pouvoir » s'établir à 14,8 milliards d'euros en 2022, soit « environ » 0,55 % du RNB, ce qui correspond à la trajectoire prévue dans la Loi de programmation sur le développement et la lutte contre les inégalités mondiales (LOP-DSLIM).

➔ Etude sur le portage politique de l'eau et l'assainissement dans le cadre de la politique de développement

La Coalition Eau a publié en 2021 une étude sur le portage des enjeux de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) par les décideurs politiques dans le cadre de la politique de développement et d'action internationale de la France. A partir d'interviews menées auprès d'une dizaine d'acteurs, l'étude propose des explications au manque de portage politique des enjeux de l'EAH, ainsi que des pistes pour les acteurs de l'eau et acteurs du développement pour y remédier.

➔ [Etude sur le portage politique de l'EAH dans le cadre de la politique de développement ici](#)

PROCESSUS INTERNATIONAUX

➔ Conférence des Nations Unies sur l'Eau de mars 2023

La Conférence des Nations Unies sur l'eau aura lieu du 22 au 24 mars 2023 au siège des Nations Unies à New-York. Il s'agit d'une opportunité historique de mettre l'eau à l'agenda des Nations Unies, 46 ans après la première (et unique) conférence des Nations Unies sur l'eau (Mar del Plata, 1977). La Conférence sera articulée autour de sessions plénières (déclarations des Etats), 4 dialogues interactifs de haut niveau, 4 Evénements spéciaux, et une série d'événements parallèles. Aucune déclaration intergouvernementale n'est prévue (seulement un résumé par les co-Présidents). La Conférence prévoit un « Water Action Agenda » qui permet aux Etats et acteurs d'enregistrer leurs engagements. La Coalition Eau et plusieurs de ses ONG membres ont obtenu une accréditation pour l'événement. La Coalition Eau travaille à l'intégration des OSC dans la Conférence et sa préparation, et à un plaidoyer conjoint de la société civile (avec l'Effet Papillon et End Water Poverty notamment).

➔ [Site web de la conférence ONU 2023 sur l'eau ici](#)

➔ Ateliers en ligne de l'Effet Papillon sur la Conférence

Afin d'organiser la mobilisation de la société civile et des mouvements de jeunesse pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, la Coalition Eau s'est associée à l'Effet Papillon et à plusieurs OSC partenaires, dont End Water Poverty et Sanitation and Water for All, pour organiser deux ateliers en ligne sur le thème « *La société civile et les jeunes s'organisent pour la conférence de l'ONU sur l'eau en 2023* » les 8 et 14 décembre.

➔ [Présentation du webinaire ici et lien vers le replay ici](#)

👉 Semaine Mondiale de l'Eau

A l'occasion de la Semaine Mondiale de l'Eau 2022, qui a eu lieu du 23 août au 1er septembre 2022, la Coalition Eau et Action contre la Faim ont organisé une session en ligne sur le sujet « *Citizen voices : Is participatory decision making a dream?* » le 25 août.

→ Plus d'informations sur la session [ici](#)

→ Présentation de la session Coalition Eau/ACF [ici](#)



DROITS A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT EN FRANCE

👉 Conférence sur les droits à l'eau et à l'assainissement en hommage à Henri Smets

En mémoire à Henri Smets, décédé en janvier 2022, la Coalition Eau et l'Académie de l'Eau ont organisé une conférence sur les droits humains à l'eau et à l'assainissement le 15 septembre 2022 au Pavillon de l'eau à Paris. Après un temps d'hommage, la conférence s'est articulée autour de trois tables rondes : 1) Les enjeux des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement en France ; 2) Quelles politiques sociales pour un accès abordable à l'eau ? ; 3) Comment garantir un accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour les personnes non raccordées ?.

→ Consultez l'article bilan [ici](#) et visionnez les vidéos de l'évènement [ici](#)



👉 La Coalition Eau auditionnée sur le droit à l'eau à l'Assemblée Nationale

La Coalition Eau a été auditionnée dans le cadre d'une journée d'audition sur le droit à l'eau, organisée par le député Gabriel Amard à l'Assemblée Nationale. La délégation de la Coalition Eau était constituée du secrétariat de la Coalition Eau, de Solidarités International, Action contre la Faim, la Ligue des Droits de l'Homme et la Croix-Rouge française de Mayotte.

→ Programme de la journée d'auditions [ici](#) et replay de la journée [ici](#) (à partir de 4h30)

➡ Publication du décret et de l'ordonnance de transposition de la directive européenne sur l'eau potable

En décembre 2022, l'ordonnance et le décret, transposant l'article 16 de la directive européenne révisée relative aux eaux destinées à la consommation humaine (dite directive « eau potable ») en droit français, ont été publiés au Journal Officiel. La Coalition Eau se félicite des évolutions législatives majeures permises par ces deux textes pour garantir l'accès à l'eau des personnes vulnérables au travers notamment de : 1- La définition des besoins essentiels en eau (quantité minimale comprise entre 50 et 100 litres/jour/personne, disponibles au domicile ou à défaut au plus proche du domicile ou lieu de vie) ; 2- L'extension de compétences des collectivités désormais responsables de l'amélioration et de la préservation de l'accès à l'eau des personnes non raccordées au réseau sur leur territoire ; 3- La réalisation de diagnostic territorial visant à identifier les personnes n'ayant pas accès ou ayant un accès insuffisant à l'eau ; 4- La compensation financière de l'Etat.

→ Consultez le texte d'ordonnance [ici](#) et le décret [ici](#)

➡ Examen Périodique Universel de la France

Dans le cadre du 4ème cycle de l'[Examen Périodique Universel](#) de la France qui aura lieu le 1er mai 2023, la Coalition Eau a coordonné la rédaction d'une contribution écrite sur les enjeux des droits humains à l'eau et à l'assainissement dans les Départements et Régions d'Outre-mer. Le collectif est également cosignataire d'une contribution écrite sur les droits à l'eau et à l'assainissement des personnes exilées sur le littoral Nord de la France (élaborée par Solidarités International, Calais Food Collective, Roots et Vents Contraires).

→ Retrouvez l'article de présentation de l'EPU et des contributions écrites de la Coalition Eau [ici](#)

➡ Intervention lors d'une table ronde à l'occasion du vote d'un avis du CESE sur la gestion de l'eau en Outre-Mer

Le CESE a voté le 25 octobre 2022 un projet d'avis de la délégation Outre-Mer concernant « *La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer* ». La Coalition Eau a été invitée à intervenir à une table-ronde pour échanger sur les enjeux présentés dans l'avis. Plusieurs recommandations rejoignent des demandes de la Coalition Eau (suppression des interruptions de service en Guadeloupe, tarif social de l'eau sous condition de ressources, forfait de 400 litres d'eau par jour et par foyer, droit opposable à l'accès à l'eau potable, etc.).

→ Retrouvez le dossier complet de l'avis [ici](#)

→ Tribune du CESE publiée dans Le Monde appelant à la création d'un droit opposable à l'eau potable, [ici](#)

RENFORCEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

➡ Stratégie partenariale de l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA)

La Coalition Eau a accompagné l'élaboration de la stratégie partenariale de l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement(AAFEA), qui réunit les collectifs de la société civile du domaine de l'eau et l'assainissement de 10 pays. L'AAFEA œuvre pour que les droits humains à l'eau et à l'assainissement soient une réalité universelle, notamment en Afrique francophone, et contribue, par ses actions, à l'atteinte des ODD et en particulier à l'ODD 6 "Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau". Elle porte la conviction que la mobilisation et la structuration des organisations de la société civile sont indispensables pour porter une voix commune et influencer les décideurs.

→ [Document de stratégie partenariale de l'AAFEA](#) [ici](#)

AUTRES ACTIVITES

➡ Plaidoyer vis-à-vis des nouveaux députés

La Coalition Eau a publié, à l'occasion de la Journée Mondiale des Toilettes 2022, son document de positionnement à l'attention des parlementaires français, avec deux grandes propositions pour un Parlement moteur dans l'engagement de la France contre la crise de l'eau.

→ [Retrouvez le communiqué de presse](#) [ici](#)

→ [Document de positionnement à l'attention des parlementaires](#) [ici](#)

